

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est complété par la disposition suivante :

« Les infractions aux dispositions du titre II du présent Code ou aux arrêtés pris pour leur exécution, sont réprimées conformément à l'article 335 du Code des impôts sur les revenus. »

**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable aux infractions constatées à partir du 1er janvier 1968.

**Art. 3.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 octobre 1967.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De overtredingen van de bepalingen van de bepalingen van titel II van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, worden gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 335 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. »

**Art. 2.** Dit besluit is toepasselijk op de overtredingen vastgesteld met ingang van 1 januari 1968.

**Art. 3.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 oktober 1967.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,

R. HENRION

#### MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

Arrêté royal n° 47 instituant une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements ainsi que des Commissions paritaires régionales

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

La réforme relative à l'exercice de l'art de guérir ne pourrait avoir d'effet durable si elle ne disposait pas de l'infrastructure institutionnelle exposée dans le présent arrêté. Son application pratique serait sérieusement compromise, si la situation concrète dans laquelle travaillent bon nombre de praticiens de l'art de guérir n'était pas clairement définie; nous songeons ici surtout aux médecins exerçant dans les hôpitaux ou les centres de santé.

Leurs rapports avec l'établissement où ils pratiquent son souvent difficiles à définir du point de vue juridique; ils diffèrent, en outre, fréquemment d'une institution à l'autre et sont généralement imprécis. On se trouve au reste devant un problème délicat, étant donné qu'il s'agit d'une profession traditionnellement libérale disposant d'une déontologie propre, comportant une responsabilité individuelle inévitabile, mais rendant ses éminents services dans un ensemble organisé, qui doit pouvoir imposer ses propres exigences nécessaires à l'efficacité et à l'équilibre des efforts communs.

Le règlement de ce problème est essentiel au point que le conflit qui naquit en 1964 à propos de l'assurance maladie aurait, aux yeux même de nombreux initiés, perdu une partie de son acuité s'il avait été solutionné plus tôt.

Il n'est certainement pas indiqué que pareil règlement soit édicté, une fois pour toutes par voie légale ou réglementaire.

Cette matière est en effet susceptible de changements continus. L'essor de la science médicale a donné naissance à des techniques nouvelles de diagnostic et de thérapeutique nécessitant une collaboration étroite des médecins entre eux, des médecins avec le personnel paramédical et de tous dans le cadre d'une gestion souple de l'établissement de soins. De nouvelles conceptions relatives à la nature de la coopération du corps médical à la gestion d'un hôpital se manifestent sous forme de diverses expériences intéressantes sur le plan local.

En outre, les situations diffèrent sensiblement d'après le genre d'établissement ou sa localisation.

Mais il apparaît avant tout que les intéressés, tant les médecins que les gérants d'hôpitaux, de centres de santé, etc., ne se sont pas encore entièrement mis d'accord sur les desiderata, les structures fondamentales et les formes.

#### MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

Koninklijk besluit nr. 47 tot instelling van een Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de Nationale Paritaire Commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke Paritaire Commissie

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De hervorming inzake de uitoefening van de geneeskunst zou haar blijvende uitwerking missen zonder de institutionele onderbouw welke in onderhavig besluit wordt ingericht : zij zou voor een groot deel haar praktische toepassing in gevaar zien gebracht, indien niet in de zeer concrete situatie waarin een belangrijk deel van de beoefenaars van de geneeskunst arbeiden, klaarheid worde geschapen; wij bedoelen vooral de geneesheren die werkzaam zijn in ziekenhuisverband of in het kader van de gezondheidscentra.

De verhouding waarin zij staan tot de inrichting is juridisch vaak moeilijk definieerbaar, veelal ongelijk van instelling tot instelling en weinig doorzichtig. Het gaat hier inderdaad ook om een vrij delicate aangelegenheid : het gaat om een traditioneel vrij beroep met eigen uitgebouwde plichtenleer en onafstaanbare individuele beroepsverantwoordelijkheid, dat zijn hoge diensten presteert in een georganiseerd verband dat zijn eigen onvermijdelijke eisen van doelmatigheid en geordend groepsstreven moet kunnen opleggen.

De behoorlijke regeling van dit vraagstuk is zo essentieel dat zelfs voor vele ingewijden het conflict rond de ziekteverzekering in 1964 veel van zijn scherpte zou hebben verloren indien met zulke regeling tijdig een begin ware gemaakt.

Het is voorzeker niet aangewezen van bovenuit, bij wet of reglement, zulke regeling eens en voorgoed uit te stippelen.

De ganse materie is aan bestendige wijziging onderhevig. De vlucht van de geneeskundige wetenschap heeft vorm gegeven aan nieuwe technieken van diagnose en therapie welke een intense samenwerking van artsen onderling, van artsen met paramedisch personeel en van allen in en soepel beleid van het ziekenhuis noodzakelijk maken. Nieuwe opvattingen over de aard van de medewerking van het geneesherenkorps aan het beleid van een ziekenhuis vinden hun weg langs verschillende interessante experimenten op lokaal vlak.

Anderzijds zijn de toestanden sterk verschillend volgens de soort instelling en haar geografische ligging.

Maar bovenal lijken de betrokkenen, zowel aan de kant van de artsen als aan de kant van de beheerders van ziekenhuizen en gezondheidscentra, e.d.m., het onderling nog niet volledig eens te zijn over desiderata, grondstructuren en vormen.

Aussi il a semblé opportun de recourir, *mutatis mutandis*, à la technique des contrats de travail collectifs qui, dans le cadre des relations entre employeurs et salariés se sont révélés si efficaces en permettant aux groupements intéressés de faire entendre les souhaits de leurs membres et d'en discuter, de commun accord, au sein de « commissions paritaires », afin d'aboutir à un règlement équilibré de leurs relations individuelles et collectives. (L'arrêté-loi du 9 juin 1945 instituant des commissions paritaires dans le secteur mentionné ne pouvait pas servir de base légale vu que son champ d'application se limitait aux travailleurs).

Ainsi pour la première fois, les représentants des organisations syndicales des médecins et ceux des établissements de soins ou des gestionnaires, des centres de santé etc., pourront confronter de façon permanente leur point de vue. Cela permettra de régler à l'amiable, voire d'éviter nombre de différends tels que nous les avons connus ces dernières années dans ce secteur et qui pour la plupart furent créés ou alimentés par une incompréhension réciproque. C'est pourquoi dans le présent arrêté on s'est efforcé de mettre en lumière l'importance du rôle médiateur de ces commissions.

Pareilles commissions offrent, en outre, l'avantage de voir les différentes organisations représentées aboutir à une unité d'attitude et d'action à propos de points bien définis. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne les positions et les situations des hôpitaux qui n'ont pas tous le même statut, selon qu'ils appartiennent au secteur privé ou public, mais qui n'en sont pas moins appelés à atteindre une position équivalente dans leurs rapports avec les médecins qui y exercent leur art, ce qui, compte tenu de leurs différences respectives en matière de statut, les placera à un niveau égal de viabilité.

Dès lors, il s'indiquait d'étendre l'application de l'arrêté tant aux établissements qui relèvent des commissions d'assistance publique qu'aux établissements privés.

Déjà, le gouvernement précédent esquissa ce qui pourrait être considéré comme une préfiguration des commissions visées dans le présent arrêté, notamment sous la forme d'un groupe de travail officieux médecins-hôpitaux; ce groupe de travail qui s'est régulièrement réuni eut notamment l'occasion de discuter longuement un avant-projet du présent arrêté. Les nombreuses suggestions émises lors de ces discussions ont été pour la plupart retenues. En outre, il fut largement tenu compte des observations faites par les instances et les organismes consultés parmi lesquels il faut surtout citer le Conseil des hôpitaux.

#### Analyse des articles

##### Article 1er

L'article 1er prévoit l'institution directe d'une commission paritaire nationale pour les hôpitaux proprement dits. Le premier chapitre concerne cette commission.

##### Articles 2, 8 et 9

Il a déjà été question plus haut des tâches et des compétences de la commission paritaire. Tout comme il est prévu pour les commissions paritaires employeurs-salariés, le Roi a le pouvoir de donner force obligatoire aux décisions de la commission et notamment aux conventions collectives. Celles-ci ne contiennent, en elles-mêmes, que des engagements moraux. Dès qu'elles ont acquis force obligatoire, les dispositions qui y sont prévues sont réglementairement applicables à toutes les personnes et à tous les établissements tombant dans le champ d'application de la convention. Elles valent tant pour le secteur privé que pour le secteur public, encore que pour ce dernier la convention pourra, s'il échet, préciser davantage les modalités d'application et les adapter au statut de droit public propre aux établissements intéressés.

##### Articles 3, 4 et 5

La commission paritaire est composée selon une base strictement paritaire.

Devant la difficulté actuelle de réaliser une représentation réelle et nationale des divers hôpitaux relevant des commissions d'assistance publique, il sera fait appel aux représentants des organisations qui groupent les gérants des hôpitaux publics.

Daarom lijkt het gepast een beroep te doen, *mutatis mutandis*, op de techniek van de in de verhoudingen tussen werkgevers en werknemers zo doeltreffend gebleken collectieve arbeidsovereenkomsten, waarbij de betrokken groeperingen, de wensen van hun leden kanaliserend, bij onderling overleg in de schoot van zogenoemde « paritaire commissies », ertoe komen een evenwichtige regeling te vinden voor hun individuele en collectieve verhoudingen (de besluitwet van 9 juni 1945 tot instelling van paritaire commissies in de genoemde sector kan als dusdanig vanzelfsprekend niet worden aangewend als wettelijke basis, vermits haar toepassingsgebied beperkt blijft tot de werknemers).

Voor het eerst zullen alsdan de afgevaardigden van de syndicale organisaties van geneesheren geconfronteerd kunnen worden met de afgevaardigden van de verenigingen van ziekenhuizen- of van hun beheerders, van centra voor preventieve geneeskunde, enz. Talrijke geschillen, zoals wij die in recente jaren hebben gekend in deze sector en die veelal ontstonden of in leven werden gehouden door wederzijds onbegrip, zullen daardoor op minnelijke wijze kunnen bijgelegd of zelfs vermeden worden. Daarom leek het gepast de bemiddelende rol van deze commissies in het besluit duidelijk in het licht te stellen.

Dergelijke commissies bieden nog een ander niet te veronachtzamen voordeel: zij vormen de gepaste gelegenheid om nopens concrete punten tot een eenheid van houding en actie te komen tussen de verschillende vertegenwoordigde organisaties. Dit is in het bijzonder van belang voor wat aangaat de stellingnamen en toestanden aan de kant van de ziekenhuizen, die niet alle hetzelfde statuut kennen — denken wij maar aan het onderscheid tussen private en openbare instellingen —, maar die toch in de verhoudingen met de in hun schoot werkende artsen tot een gelijkwaardige positie dienen te komen die hen, rekening houdend met hun onderlinge verschillen qua statuut, tot een toestand van gelijke leefbaarheid brengt.

Derhalve leek het aangewezen zowel de aan de commissies van openbare onderstand toebehorende als de private inrichtingen onder het toepassingsgebied van dit besluit te brengen.

Reeds onder de vorige regering werd een begin gemaakt met wat een voorafbeelding zou kunnen zijn van de in onderhavig besluit bedoelde commissies, nl. in de vorm van een officieuze werkgroep geneesheren-ziekenhuizen; deze werkgroep vergaderde regelmatig en kreeg o.m. de gelegenheid een voorontwerp van onderhavig besluit langdurig te bespreken. De veelvuldige suggesties van de leden van de werkgroep werden bijna alle weerhouden en in onderhavige tekst opgenomen. Verder werd eveneens ruitaschoots rekening gehouden met de opmerkingen gemaakt door de geraadpleegde instanties en organisaties, waaronder vooral de Ziekenhuisraad.

#### Ontleding van de artikelen

##### Artikel 1

In artikel 1 wordt tot de onmiddellijke instelling overgegaan van een nationale paritaire commissie voor de eigenlijke ziekenhuizen. Het eerste hoofdstuk is aan deze commissie gewijd.

##### Artikels 2, 8 en 9

Over de opdrachten en bevoegdheden van de paritaire commissie werd hoger reeds gehandeld. Zoals voor de paritaire commissies van werkgevers en werknemers, werd ook hier de mogelijkheid voorzien voor de Koning om bindende kracht te verlenen aan de beslissingen van de commissie, meer bepaald aan de collectieve overeenkomsten. Op zichzelf houden deze enkel morele verbintenissen in. Eens daaraan bindende kracht is verleend, gelden de beschikkingen die erin voorkomen met reglementaire kracht voor alle personen en instellingen vallend onder het toepassingsgebied bepaald door de overeenkomst; zij gelden dan voor de private sector, zowel als voor de openbare sector, maar voor deze laatste kan de overeenkomst zelf, desgevallend, de modaliteiten van toepassing nader bepalen en de aanpassingen aanbrengen welke ingegeven zijn door het eigen publiekrechtelijk statuut van de betrokken instellingen.

##### Artikels 3, 4 en 5

De samenstelling is ingericht op volstrekt paritaire basis.

Omwille van de huidige moeilijkheid een waarachtige nationale vertegenwoordiging in te stellen van de verschillende aan de commissies van openbare onderstand behorende ziekenhuizen, zal een beroep dienen gedaan op vertegenwoordigers van verenigingen die de beheerders van openbare ziekenhuizen groeperen.

## Article 7

Au règlement de la composition de la Commission paritaire nationale se rattachent les modalités du vote. Il n'a pas été possible en cette matière de rencontrer les vœux exprimés par certains, notamment au sein du Conseil des hôpitaux, d'adopter la règle de l'unanimité comme elle est admise dans les commissions paritaires employeurs-salariés, où quelques groupes seulement de part et d'autre siègent dans la commission. Il n'en sera pas de même dans la commission médecins-hôpitaux où un siège devra être attribué à plusieurs organisations de quelque importance. Afin d'éviter néanmoins qu'une seule organisation d'importance limitée puisse empêcher à elle seule la réalisation d'un accord ratifié par toutes les autres, la règle de la majorité des trois-quarts de part et d'autre a été proposée, ce qui implique, dans le cas présent, l'approbation d'au moins neuf membres au sein de chacun des deux groupes.

## Articles 10, 11 et 12

Comme il a été déjà rappelé, l'article 1er prévoit l'institution directe de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux. Au chapitre II et aux articles 10 à 13, un statut est ensuite fixé pour d'autres commissions semblables: le pouvoir est conféré au Roi de les créer.

Cette procédure répond à la proposition unanime des membres du groupe de travail médecins-hôpitaux précité et rencontre l'objection d'une multiplication dangereuse de pareilles commissions. D'autre part, nul n'ignore que c'est précisément dans le secteur des hôpitaux et à propos des médecins qui y exercent que les problèmes se posent actuellement avec le plus d'acuité. La plupart des organisations ont émis un avis favorable au sujet de la création immédiate d'une commission paritaire dans les hôpitaux. Il pourra être procédé à la création de commissions similaires dans d'autres catégories d'établissements (art. 10) ou pour d'autres praticiens de l'art de guérir (art. 11), dans la mesure où la nécessité se fera sentir et après avoir consulté les intéressés à ce sujet. Il pourra être dérogé à certains points du schéma admis pour la commission médecins-hôpitaux (art. 12).

## Article 13

Compte tenu de ce qui a été exposé ci-dessus tout autant que de la volonté expresse des organisations intéressées, il n'est prévu chaque fois qu'une seule commission nationale. D'éventuelles commissions régionales délibèrent dans les limites des décisions prises par la commission nationale et ne peuvent, *a fortiori*, préjudicier en rien à celles-ci.

## Articles 14 et 15

Ces articles contiennent les dispositions de contrôle et les sanctions pénales, notamment en ce qui concerne l'observance des dispositions prévues dans les décisions des commissions, auxquelles le Roi a donné force obligatoire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Santé publique,

R. HULPIAU

24 OCTOBRE 1967. — Arrêté royal n° 47 instituant une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements, ainsi que des Commissions paritaires régionales.

BAUDOUIN, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, notamment l'article 1er, 8° a, l'article 3, alinéa 2, et l'article 4;

## Artikel 7

Met de regeling van de samenstelling van de Nationale paritaire commissie dient de wijze van stemmen in verband gebracht. Wat dit punt betreft kan bezwaarlijk worden ingegaan op de wens van sommigen o.m. uitgedrukt in de schoot van de Ziekenhuisraad om, zoals bij de paritaire commissies van werkgevers en werknemers, de regel van de eenparigheid aan te nemen. Bij de paritaire commissies van werkgevers en werknemers hebben meestal slechts weinige groepen aan elke zijde zitting in de commissie. In de commissie geneesheren-ziekenhuizen zal dit niet het geval zijn: daar zal aan meerdere organisaties die een zeker belang hebben een zetel dienen ter beschikking gesteld; om evenwel te beletten dat één enkele organisatie van slechts beperkt belang een overeenkomst door alle andere onderschreven zou kunnen onmogelijk maken, werd de regel van de meerderheid van de drie vierden aan elke zijde vooropgesteld, hetgeen voor de commissie geneesheren-ziekenhuizen, de instemming van tenminste negen leden in de schoot van elk der beide groepen veronderstelt.

## Artikels 10, 11 en 12

Zoals reeds werd onderstreept voorziet artikel 1 de onmiddellijke oprichting van de Nationale Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen. In het tweede hoofdstuk en bij de artikelen 10 tot 13 wordt vervolgens een statuut ontworpen voor andere dergelijke commissies en wordt aan de Koning de bevoegdheid verleend deze op te richten.

Deze werkwijze beantwoordt aan het unaniem voorstel van de leden van hogergenoemde werkgroep geneesheren-ziekenhuizen en komt tegemoet aan het bezwaar van een gevaarlijke vermenigvuldiging van dergelijke commissies. Het is anderzijds voldoende bekend dat precies in de ziekenhuizen en m.b.t. de daar werkende artsen de problemen thans met de meeste scherpheid worden gesteld. Door de meeste betrokken organisaties werd de onmiddellijke oprichting van een paritaire commissie voor de ziekenhuizen gunstig geadviseerd. Wanneer de nood zich zal doen voelen voor andere soorten instellingen (artikel 10) of voor andere beoefenaars van de geneeskunst (artikel 11) en nadat de betrokkenen daarover zullen zijn geraadpleegd, kan tot de oprichting van gelijkaardige commissies worden overgegaan. Daarbij kan voor bepaalde punten van het schema dat geldt voor de commissie geneesheren-ziekenhuizen worden afgeweken (artikel 12).

## Artikel 13

Rekening houdend met hetgeen hoger werd naar voor gebracht en voortgaande op de uitdrukkelijke wens van de belanghebbende organisaties wordt telkens één enkele nationale commissie in het vooruitzicht gesteld. Eventuele gewestelijke commissies beraadslagen binnen de perken van de door de nationale commissie getroffen beslissingen en kunnen *a fortiori* geen afbreuk doen aan deze laatste.

## Artikels 14 en 15

Deze artikelen bevatten de controle- en strafbepalingen, meer bepaald met het oog op de naleving van de beschikkingen voorkomend in de beslissingen van de commissies aan dewelke door de Koning bindende kracht werd verleend.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit  
de zeer nederige  
en zeer eerbiedige dienaar,  
De Minister van Volksgezondheid,

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren, inzonderheid op artikel 1, 8° a, artikel 3, lid 2 en artikel 4;



Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier

##### La Commission paritaire nationale Médecins-Hôpitaux

**Article 1er.** Il est institué une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux pour l'ensemble des établissements visés à l'article 1er, § 2, 1° et 2°, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

**Art. 2.** La Commission paritaire nationale visée à l'article précédent a pour mission d'étudier les problèmes des relations entre les établissements visés à cet article et les médecins qui y exercent l'art médical et de délibérer sur toute mesure de nature à favoriser ces relations dans le sens d'une collaboration fructueuse.

En particulier, la Commission a pour mission :

a) d'élaborer et de conclure des conventions collectives réglant les relations précitées;

b) de donner des avis sur toutes matières qui lui sont soumises en vertu de dispositions légales ou réglementaires ou à la demande du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

c) à la demande d'une des parties intéressées, de prévenir ou de concilier tout différend qui pourrait naître ou naît, sur le plan général ou local, entre des médecins et des établissements visés au présent article. A cet effet, la Commission peut fixer dans son règlement d'ordre intérieur les conditions et les modalités d'une telle intervention et créer un bureau permanent ou des commissions ad hoc de conciliation, composés pour la moitié au moins de ses membres.

**Art. 3.** La Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux est composée :

a) d'un président et d'un vice-président;

b) de douze membres effectifs et de douze membres suppléants représentant les organisations représentatives des médecins;

c) de douze membres effectifs et de douze membres suppléants représentant les organisations représentatives des hôpitaux ou de leurs gestionnaires;

d) d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

**Art. 4.** Le président et le vice-président sont nommés par le Roi parmi les personnes particulièrement compétentes en la matière et indépendantes des intérêts dont la commission peut avoir à connaître.

L'exercice de la fonction de président et de vice-président est incompatible avec le mandat de membre d'une des Chambres législatives.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont également nommés par le Roi sur présentation, par les organisations intéressées, d'une liste double de candidats pour chaque mandat. Ils sont nommés pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable.

Le secrétaire et secrétaire adjoint sont nommés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions parmi les fonctionnaires de son département.

**Art. 5.** Le Roi peut, sur avis du Conseil national de l'Ordre des médecins, prescrire toutes conditions et mesures en vue de la composition de la Commission visée à l'article 1er, en particulier si les indications sur le caractère représentatif des organisations visées à l'article 3, b, paraissent insuffisantes.

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, meer bepaald op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid.

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — De Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen

**Artikel 1.** Er wordt een Nationale Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen ingesteld voor het geheel van de inrichtingen bedoeld bij artikel 1, § 2, 1° en 2°, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

**Art. 2.** De Nationale Paritaire Commissie bedoeld in vorig artikel is belast met de studie van de vraagstukken van de betrekkingen tussen de inrichtingen bedoeld bij genoemd artikel en de geneesheren die daar de geneeskunde beoefenen en heeft tot opdracht te beraadslagen over alle maatregelen die van aard zijn deze betrekkingen te bevorderen in de zin van een vruchtbare samenwerking.

In het bijzonder is de Paritaire Commissie belast met :

a) het uitwerken en sluiten van collectieve overeenkomsten welke de bedoelde betrekkingen regelen;

b) het uitbrengen van advies over alle aangelegenheden die haar worden onderworpen op grond van wettelijke of reglementaire bepalingen of op het verzoek van de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft;

c) het voorkomen of bijleggen van elk geschil dat op algemeen of op plaatselijk vlak zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de bij dit artikel bedoelde geneesheren en inrichtingen, op verzoek van één der bij het geschil betrokken partijen. Met het oog hierop, kan de Commissie in haar huishoudelijk reglement de voorwaarden en modaliteiten van haar bemiddelend optreden bepalen en een bestendig bureau of commissies ad hoc van bemiddeling oprichten welke voor tenminste de helft uit haar leden zijn samengesteld.

**Art. 3.** De Nationale Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen is samengesteld uit :

a) een voorzitter en een ondervoorzitter;

b) twaalf effectieve en twaalf plaatsvervangende leden welke de representatieve organisaties der geneesheren vertegenwoordigen;

c) twaalf effectieve en twaalf plaatsvervangende leden welke de representatieve organisaties van de ziekenhuizen of van hun beheerders vertegenwoordigen;

d) een secretaris en een adjunct-secretaris.

**Art. 4.** De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Koning benoemd onder de terzake bijzonder bevoegde personen die onafhankelijk zijn van de belangen waarvan de Commissie kennis kan moeten nemen.

De uitoefening van de functie van voorzitter en van ondervoorzitter is onverenigbaar met het mandaat van lid van een der Wetgevende Kamers.

De effectieve en plaatsvervangende leden worden eveneens door de Koning benoemd op voordracht van de belanghebbende organisaties, op een dubbel gestelde kandidatenlijst voor elk mandaat. Zij worden benoemd voor een periode van drie jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

De secretaris en de adjunct-secretaris worden benoemd door de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft onder de ambtenaren van zijn departement.

**Art. 5.** De Koning kan, op advies van de Nationale Raad van de Orde der geneesheren, alle voorwaarden en maatregelen voorschrijven met het oog op de samenstelling van de in artikel 1 bedoelde Commissie, inzonderheid indien de aanduidingen nopens het representatief karakter van de in artikel 3 b) bedoelde organisaties onvoldoende blijken te zijn.

**Art. 6.** La Commission paritaire nationale établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Ce règlement peut prévoir la création, au sein de la commission, de groupes de travail consultatifs.

Les membres de la commission peuvent se faire accompagner de conseillers dont le nombre maximum est déterminé par ledit règlement.

**Art. 7.** Les décisions prises par la Commission paritaire nationale en exécution de l'article 2, littéra a, ne sont acquises qu'à la majorité d'au moins les trois quarts du nombre de membres de chacun des deux groupes qui la constituent.

Si cette majorité n'est pas atteinte à l'issue d'un scrutin, auquel un ou des membres ayant voix délibérative étaient absents, le sujet de délibération est placé à l'ordre du jour de la réunion suivante et cette fois la décision est acquise à la majorité des trois quarts des membres présents dans chacun des deux groupes qui la constituent.

Les président, vice président, conseillers, secrétaire et secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.

**Art. 8.** A la demande de la Commission, statuant selon les règles de vote prévues à l'article 7, le Roi, peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, donner force obligatoire aux décisions prises en exécution de l'article 2, littéra a.

Au cas où une décision prise n'a pas reçu force obligatoire, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions informe la Commission des raisons pour lesquelles il n'a pas été donné suite à sa requête.

**Art. 9.** Toute disposition d'un statut particulier, toute clause d'une convention particulière ou d'un règlement d'ordre intérieur qui est en opposition avec une disposition qui a reçu force obligatoire en vertu de l'article précédent est réputée non écrite.

#### CHAPITRE II

##### Les autres Commissions paritaires

**Art. 10.** A la demande ou après consultation des organisations intéressées, le Roi peut procéder à la création de commissions paritaires nationales pour d'autres catégories d'institutions, établissements ou centres qui ont pour objet l'examen des personnes en vue de l'établissement d'un diagnostic médical ou de la dispensation d'un traitement médical, chirurgical ou obstétrical, notamment les polycliniques, les preventoria, les cliniques dentaires, les établissements psychiatriques forés et les institutions médico-pédagogiques, ainsi que pour les institutions, établissements ou centres de médecine préventive.

**Art. 11.** A la demande ou après consultation des organisations intéressées, le Roi peut, pour les institutions, établissements ou centres, visés aux articles 1er et 10, procéder de même à la création de commissions paritaires nationales pour d'autres catégories de praticiens de l'art de guérir que les médecins.

**Art. 12.** Les articles 2, 4 et 6 à 9, sont d'application aux commissions visées aux articles 10 et 11.

Le Roi fixe la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires nationales créées en application des articles 10 et 11 du présent arrêté.

**Art. 13.** A la demande d'une commission paritaire nationale, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, peut procéder à la création de commissions paritaires régionales, dont il fixe la mission, la composition et la compétence territoriale; ces commissions régionales délibèrent dans les limites des décisions prises par la commission nationale concernée.

#### CHAPITRE III

##### Dispositions générales

**Art. 14. § 1er.** Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires ou agents du Ministère de la Santé publique et de la Famille, désignés à cette fin par le Roi, surveillent l'exécution du présent arrêté ainsi que des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

**§ 2.** En vue de cette surveillance, ils peuvent pénétrer dans les établissements visés au présent arrêté pendant tout le temps où ceux-ci sont ouverts au public. Ils peuvent exiger la remise de toutes pièces ou écrits qui ne sont pas couverts par le secret professionnel et dont la consultation leur paraît souhaitable.

**Art. 6.** De Nationale Paritaire Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft. Dit reglement kan de oprichting voorzien, in de schoot van de Commissie, van werkgroepen met adviserende bevoegdheid.

De leden van de Commissie kunnen zich doen vergezellen door raadgevers waarvan het maximum aantal door genoemd reglement wordt vastgesteld.

**Art. 7.** De beslissingen van de Nationale Paritaire Commissie getroffen in uitvoering van artikel 2, littera a) zijn slechts verworven mits een meerderheid van tenminste de drie vierden van het aantal leden in de schoot van elk der beide groepen die de Commissie uitmaken.

Indien de meerderheid niet is verworven na afloop van een stemming tijdens dewelke niet alle leden met beraadslagende stem aanwezig waren, wordt het onderwerp van de beraadslaging op de dagerde geplaatst van de volgende vergadering en ditmaal wordt de beslissing getroffen bij een meerderheid van de drie vierden van de aanwezige leden in de schoot van elk der beide groepen die de Commissie uitmaken.

De voorzitter, ondervoorzitter, raadgevers, secretaris en adjunct-secretaris hebben geen beraadslagende stem.

**Art. 8.** Op verzoek van de Commissie, beslissend volgens de regelen voorzien bij artikel 7, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, bindende kracht verlenen aan de beslissingen getroffen in uitvoering van artikel 2, littera a).

Indien de getroffen beslissing niet bindend wordt verklaard, stelt de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft de Commissie in kennis van de redenen waarom op het verzoek niet werd ingegaan.

**Art. 9.** Elke bepaling van een bijzonder statuut, elke beding van een bijzondere overeenkomst of van een reglement van inwendige orde dat strijdig is met een krachtens vorig artikel bindend verklaarde beschikking wordt als ongeschreven beschouwd.

#### HOOFDSTUK II. — De andere Paritaire Commissies

**Art. 10.** Op aanvraag of na raadpleging van de belanghebbende organisaties, kan de Koning overgaan tot de oprichting van andere nationale paritaire commissies voor andere categorieën van instellingen, inrichtingen of centra waar personen worden onderzocht, met het doel een medische diagnose te stellen of een genees-, heel- of verloskundige behandeling te ontvangen en onder meer de poliklinieken, de preventoria, de tandheelkundige klinieken, de geboden psychiatrische inrichtingen en de medisch pedagogische inrichtingen, alsmede voor de instellingen, inrichtingen of centra voor preventieve geneeskunde.

**Art. 11.** Op aanvraag of na raadpleging van de belanghebbende organisaties, kan de Koning voor de in artikelen 1 en 10 bedoelde instellingen, inrichtingen of centra, overgaan tot de oprichting van nationale paritaire commissies voor andere categorieën van beoefenaars van de geneeskunst dan geneesheren.

**Art. 12.** De artikelen 2, 4 en 6 tot 9 zijn toepasselijk op de commissies bedoeld bij de artikelen 10 en 11.

De Koning stelt de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling vast van de nationale paritaire commissies opgericht in toepassing van de artikelen 10 en 11 van onderhavig besluit.

**Art. 13.** Op aanvraag van een nationale paritaire commissie kan de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft overgaan tot de oprichting van gewestelijke paritaire commissies; deze gewestelijke commissies waarvan de opdracht, de samenstelling en de territoriale bevoegdheid door de Minister worden bepaald, beraadslagen binnen de perken van de door de betrokken nationale commissie getroffen beslissingen.

#### HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

**Art. 14. § 1.** Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, oefenen de Rijksambtenaren of beamten van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin die hiertoe door de Koning zijn aangewezen, het toezicht uit over de toepassing van dit besluit alsmede van de besluiten getroffen ter uitvoering ervan.

**§ 2.** Met het oog op dit toezicht hebben zij toegang tot de bij dit besluit bedoelde inrichtingen, gedurende al de tijd dat zij voor het publiek toegankelijk zijn. Zij mogen de overlegging eisen van alle bescheiden of schriften die niet bedekt zijn door het beroepsgeheim, waarvan zij de inzage wenselijk achten.

Art. 6. La Commission paritaire nationale de et bli son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Ce règlement peut prévoir la création, au sein de la commission, de groupes de travail consultatifs.

Les membres de la commission peuvent se faire accompagner de conseillers dont le nombre maximum est déterminé par ledit règlement.

Art. 7. Les décisions prises par la Commission paritaire nationale en exécution de l'article 2, littéra a), ne sont exécutoires qu'à la majorité d'au moins les trois quarts du nombre de membres de chacun des deux groupes qui la composent.

Si cette majorité n'est pas atteinte à l'issue d'un scrutin, auquel un ou des membres ayant voix délibérative étaient présents, le sujet de délibération est placé à l'ordre du jour de la réunion suivante et cette fois la décision est acquise à la majorité des trois quarts des membres présents dans chacun des deux groupes qui la composent.

Les président, vice-président, conseillers, secrétaire et secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.

Art. 8. A la demande de la Commission, statuant selon les règles de vote prévues à l'article 7, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, donner force obligatoire aux décisions prises en exécution de l'article 2, littéra a).

Au cas où une décision prise n'a pas reçu force obligatoire, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions informe la Commission de la décision prise pour laquelle il n'a pas été donné suite à sa requête.

Art. 9. Toute disposition d'un statut ou d'une autre mesure d'une commission paritaire ou d'un conseil ou d'un autre institut qui a pour objet de limiter ou de restreindre ou de faire disparaître toute ou partie des attributions prévues par le présent arrêté.

Art. 10. Les commissions paritaires nationales sont placées sous l'autorité du Roi.

Art. 11. A la demande ou après consultation des commissions intéressées, le Roi peut, pour les institutions, établissements ou centres visés aux articles 1er et 10, procéder de même à la création de commissions paritaires nationales pour d'autres catégories de praticiens de l'art de guérir que les médecins.

Art. 12. Les articles 2, 4 et 6 à 9, sont d'application aux commissions visées aux articles 10 et 11.

Le Roi fixe la dénomination, la composition et la composition des commissions paritaires nationales créées en application des articles 10 et 11 du présent arrêté.

Art. 13. A la demande d'une commission paritaire nationale, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, peut procéder à la création de commissions paritaires régionales, dont il fixe la mission, la composition et la compétence territoriale; ces commissions régionales délibèrent dans les limites des décisions prises par la commission nationale concernée.

CHAPITRE III Dispositions générales

Art. 14. § 1er. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires ou agents du Ministère de la Santé publique et de la Famille, désignés à cette fin par le Roi, surveillent l'exécution du présent arrêté ainsi que des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

§ 2. En vue de cette surveillance, ils peuvent pénétrer dans les établissements visés au présent arrêté pendant tout le temps où ceux-ci sont ouverts au public. Ils peuvent exiger la remise de toutes pièces ou écrits qui ne sont pas couverts par le secret professionnel et dont la consultation leur paraît souhaitable.

Art. 6. De Nationale Paritaire Commissie stelt haar bijhoudelijke reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft. Dit reglement kan de oprichting voorzien in de schot van de Commissie tevens voorzien in met adviserende bevoegdheid.

De leden van de Commissie kunnen zich doen vergezellen door medegevoers waarvan het maximum aantal door genoemd reglement wordt vastgesteld.

Art. 7. De beslissingen van de Nationale Paritaire Commissie getroffen in uitvoering van artikel 2, littéra a) zijn slechts uitvoerbaar mits een meerderheid van tenminste van drie vierden van het aantal leden in de schot van elk der beide groepen die de Commissie uitmaken.

Indien de meerderheid niet is verworven na afloop van een stemming tijdens dewelke niet alle leden met beredslagende stem aanwezig waren, wordt het onderwerp van de beredslaging op de dagerde geplaatst van de volgende vergadering en ditmaal wordt de beslissing getroffen bij een meerderheid van de drie vierden van de aanwezige leden in de schot van elk der beide groepen die de Commissie uitmaken.

De voorzitter, ondervoorzitter, medegevoers, secretaris en adjunct-secretaris hebben geen beredslagende stem.

Art. 8. Op verzoek van de Commissie, beslissend volgens de regelen voorzien bij artikel 7, kan de Koning, bij in Ministerraad overleefd besluit, bindende kracht verlenen aan de beslissingen getroffen in uitvoering van artikel 2, littéra a).

Indien de getroffen beslissing niet bindend wordt verklaard, stelt de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft de Commissie in kennis van de reden waarom op het verzoek niet werd ingegaan.

Art. 9. Elke bepaling van een bijzonder statut, elke beding van een ander statut, of van een andere bepaling van inwendige reglement van een instelling, of van een statut of andere bepaling welke tot doel heeft om alle of gedeeltelijk te beperken of te vernietigen de bevoegdheid van de commissie of van een ander instituut.

HOOFDSTUK II. — De andere Paritaire Commissies

Art. 10. Op aanvraag of na raadpleging van de belanghebbende organisaties, kan de Koning, voor de in artikelen 1 en 10 bedoelde instellingen, inrichtingen of centra, overgaan tot de oprichting van nationale paritaire commissies voor andere categorieën van beoefenaars van de geneeskunst dan geneesheren.

Art. 12. De artikelen 2, 4 en 6 tot 9 zijn toepasselijk op de commissies bedoeld bij de artikelen 10 en 11.

De Koning stelt de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling vast van de nationale paritaire commissies opgericht in toepassing van de artikelen 10 en 11 van ouderhavig besluit.

Art. 13. Op aanvraag van een nationale paritaire commissie kan de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft overgaan tot de oprichting van gewestelijke paritaire commissies; deze gewestelijke commissies waarvan de opdracht, de samenstelling en de territoriale bevoegdheid door de Minister worden bepaald, beredslagen binnen de perken van de door de betrokken nationale commissie getroffen beslissingen.

HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

Art. 14. § 1. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, oefenen de Rijksambtenaren of Beamten van het Ministerie van Volksgezondheid en van het G. Z. die hiertoe door de Koning zijn aangewezen, het toezicht op over de toepassing van dit besluit almede van de besluiten getroffen ter uitvoering ervan.

§ 2. Met bet oeg op dit toezicht hebben zij toegang tot de bij dit besluit bedoelde inrichtingen, gedurende al de tijd dat zij voor het openbaar toegankelijk zijn. Zij mogen de overlegging cisen van alle stukken en papieren die niet onder het beroepsgeheim, waarvan zij de inzage wenselijk achten.



Les gestionnaires et les membres du personnel sont tenus de leur fournir tous renseignements qui seraient demandés pour la bonne exécution de leur mission.

Les fonctionnaires et agents visés au § 1er du présent article constatent les infractions aux lois et arrêtés en la matière dans des procès-verbaux, faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est transmise au contrevenant dans les trois jours de la constatation de l'infraction.

**Art. 15. § 1er.** Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal et des sanctions administratives ou disciplinaires éventuelles, est puni d'une amende de vingt-six à deux mille francs pour chaque infraction :

1° celui qui a enfreint une décision rendue obligatoire en exécution de l'article 8, du présent arrêté;

2° celui qui, en vue de se soustraire au contrôle a fait des déclarations inexactes au cours d'une enquête effectuée par un ou plusieurs fonctionnaires ou agents visés à l'article 10;

3° celui qui, de quelque manière que ce soit, s'oppose à la surveillance et au contrôle qui sont organisés en exécution du présent arrêté.

§ 2. En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef d'une infraction visée au présent article, passé en force de chose jugée, les peines peuvent être portées au double.

§ 3. La personne physique ou morale qui exploite un établissement visé au présent arrêté, est civilement responsable du paiement des amendes et des frais de justice mis à charge de leurs directeurs, gestionnaires ou préposés.

§ 4. Les dispositions du livre 1er, du Code pénal, sans exception du chapitre VII, et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent arrêté.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 octobre 1967.

De beheerders en de leden van het personeel zijn verplicht hun alle inlichtingen te verstrekken, die zij hun voor de goede uitvoering van hun taak mochten vragen.

De bij paragraaf 1 van dit artikel bedoelde ambtenaren of agenten stellen de overtreding van de desbetreffende wetten en besluiten vast in processen-verbaal die gelden tot bewijs van het tegendeel. Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen drie dagen na de vaststelling van de overtreding, aan de overtreder overhandigd.

**Art. 15. § 1.** Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld door het Strafwetboek en de eventuele administratieve- of tuchtmaatregelen, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot tweeduizend frank voor elk misdrijf :

1° hij die een in uitvoering van artikel 8 van dit besluit bindend verklaarde beslissing heeft overtreden;

2° hij die, met het doel zich aan de controle te onttrekken, onjuiste verklaringen heeft afgelegd tijdens een onderzoek gedaan door één of meer ambtenaren of beampten vermeld onder artikel 10;

3° hij die, op welke wijze ook, zich verzet tegen het toezicht en de controle die in uitvoering van dit besluit worden georganiseerd.

§ 2. In geval van herhaling binnen de twee jaar na een in kracht van gewijsde gegaan vonnis uit hoofde van één der overtredingen bedoeld bij dit artikel, kunnen de straffen verdubbeld worden.

§ 3. De natuurlijke of rechtspersoon die een bij dit besluit bedoelde inrichting exploiteert is burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de boeten en gerechtskosten uitgesproken ten laste van zijn directeurs, beheerders of aangestelden.

§ 4. De bepalingen van boek 1 van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de misdrijven bij dit besluit omschreven.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 17.** Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 oktober 1967.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Santé publique,

Van Koningswege :  
De Minister van Volksgezondheid,

R. HULPIAU

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

24 OCTOBRE 1967. — Arrêté royal n° 48 relatif à l'octroi des prestations familiales aux détenus (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, notamment l'article 1er, 11°, b, et l'article 3;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 10 juin 1937, *Moniteur belge* du 13 juin 1937.

Lois coordonnées, arrêté royal du 19 décembre 1939, *Moniteur belge* du 22 décembre 1939.

Loi du 31 mars 1967, *Moniteur belge* du 4 avril 1967.

Arrêté royal du 22 décembre 1938, *Moniteur belge* du 4 février 1939.

Arrêté royal du 4 septembre 1963, *Moniteur belge* du 17 septembre 1963.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

24 OKTOBER 1967. — Koninklijk besluit nr. 48 betreffende de toekenning van gezinsbijslag aan de gedetineerden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren, inzonderheid op artikel 1, 11°, b, en artikel 3;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 10 juni 1937, *Belgisch Staatsblad* van 13 juni 1937.

Geordende wetten, koninklijk besluit van 19 december 1939, *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1939.

Wet van 31 maart 1967, *Belgisch Staatsblad* van 4 april 1967.

Koninklijk besluit van 22 december 1938, *Belgisch Staatsblad* van 4 februari 1939.

Koninklijk besluit van 4 september 1963, *Belgisch Staatsblad* van 17 september 1963.